

Espoirs et périls : Dans un paysage médiatique en mutation, les Africains ambivalents face aux médias sociaux mais opposés aux restrictions de l'accès

Dépêche No. 509¹ d'Afrobarometer | Jeffrey Conroy-Krutz et Joseph Koné

Résumé

Le paysage médiatique africain change rapidement. Le recours régulier aux sources numériques d'information a presque doublé en cinq ans seulement. Si la radio demeure le média de masse le plus populaire sur le continent en raison de son accessibilité et de sa portée, les médias numériques redéfinissent de manière remarquable le paysage de l'information et, par conséquent, la politique.



Dans le même temps, les interactions gouvernementales avec les médias évoluent, souvent de façon inquiétante pour les partisans du développement démocratique. Les attaques contre les médias sont de plus en plus fréquentes, et les gouvernements imposent de nouvelles restrictions quant à qui peut produire et partager du contenu (Alfandika & Akpojivi, 2020 ; Conroy-Krutz, 2020 ; RSF, 2020). Les « taxes » sur les médias sociaux et les coupures totales ou partielles d'Internet sont également de plus en plus courantes (Guardian, 2019 ; CIPESA, 2019). Les dirigeants invoquent souvent de réels problèmes, notamment la diffusion de fausses informations et de propos haineux, pour justifier ces nouvelles réglementations, mais beaucoup de gens craignent que les gouvernants n'utilisent ces menaces pour étouffer la liberté de la presse et la liberté d'expression de façon plus globale.

Que pensent les Africains de ces changements ? Afrobarometer constate, à travers des enquêtes représentatives au niveau national dans 34 pays, que les gens sont généralement favorables à la liberté de la presse, au rôle des médias comme organes de contrôle des gouvernements et à un large accès des citoyens aux médias numériques. Ils considèrent généralement que la capacité des nouvelles technologies à informer et à autonomiser est prometteuse. Alors que l'accès aux médias numériques continue de croître à travers tous les groupes démographiques et dans la plupart des pays, les opportunités de rendre les populations mieux éduquées et plus actives sont puissantes.

Cependant, ces nouveaux médias suscitent également une certaine appréhension. La majorité les considère comme facilitant la diffusion de fausses informations et de propos haineux. Et les mesures gouvernementales visant à limiter la diffusion de messages jugés indésirables sont généralement populaires. Ainsi, de nombreux Africains paraissent réellement ambivalents face à ces nouveaux paysages médiatiques : La plupart affirment vouloir des médias numériques sans restriction tout en soutenant la limitation des messages qu'ils considèrent potentiellement dangereux.

¹ Une version antérieure de cette dépêche, basée sur les données de 18 pays sondés avant que la pandémie de la COVID-19 n'impose une suspension des travaux de terrain du Round 8, a été publiée comme Dépêche d'Afrobarometer No. 410.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatifs à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 39 pays depuis 1999. Le Round 8 d'enquêtes (2019/2021) couvre 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face à face dans la langue choisie par le répondant avec un échantillon national représentatif qui produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays s'appuie sur 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain). Les données sont pondérées en vue d'obtenir des échantillons représentatifs au niveau national.¹ Tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population) pour les moyennes calculées en fonction de plusieurs pays. En raison des arrondis, les totaux indiqués pourraient différer d'un point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Résultats clés

- La radio demeure très majoritairement la source d'information la plus courante en Afrique. En moyenne, dans les 34 pays enquêtés, les deux tiers (68%) des personnes sondées écoutent la radio au moins quelques fois par semaine.
- La consommation de médias numériques à des fins d'information croît rapidement. Entre 2014/2015 et 2019/2021, la proportion d'Africains qui s'informent au moins quelques fois par semaine par le biais des médias sociaux ou de l'Internet a presque doublé, passant de 24% à 43% dans les 31 pays concernés par les deux enquêtes.
- En Afrique, les résidents urbains, les citoyens plus instruits, les hommes et les jeunes sont les plus susceptibles d'avoir recours aux médias numériques. Bien que l'utilisation ait également augmenté dans d'autres groupes, les écarts démographiques dans le recours aux médias numériques sont demeurés à peu près pareils depuis 2014/2015, et ont même augmenté sur le plan du milieu urbain/rural et de l'éducation.
- Les Africains expriment un soutien massif au rôle des médias dans la reddition de comptes des gouvernements, et la majorité d'entre eux soutiennent la liberté des médias dans tous les pays sauf le Mozambique, la Tunisie, le Cameroun, le Maroc et la Tanzanie. Mais la plupart des Africains soutiennent le droit de leur gouvernement à limiter la diffusion de discours haineux, de fausses informations et de messages insultants à l'égard de leur président.
- La majorité (57%) des Africains considèrent que les médias numériques ont des effets essentiellement positifs sur la société, tandis qu'un quart seulement (24%) considèrent que leur impact est surtout négatif. Toutefois, même si les Africains apprécient la capacité des médias sociaux à informer et à autonomiser les citoyens, ils perçoivent également des menaces évidentes dans leur capacité à diffuser de fausses informations et des discours de haine.

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est représentatif au niveau national sauf qu'il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte de la Mozambique. L'insécurité et les difficultés en résultant pour ce qui est de l'obtention des autorisations nécessaires aux travaux de terrain ont empêché Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette zone.

- Malgré ces réticences, seul un tiers environ (35%) des Africains approuvent les restrictions gouvernementales à l'accès aux médias numériques. C'est au Libéria et au Bénin que le soutien à l'absence de restrictions de l'accès aux médias numériques est le plus élevé, alors que les populations sont les plus sceptiques à l'égard des médias numériques en Tunisie, en Éthiopie et au Mali.

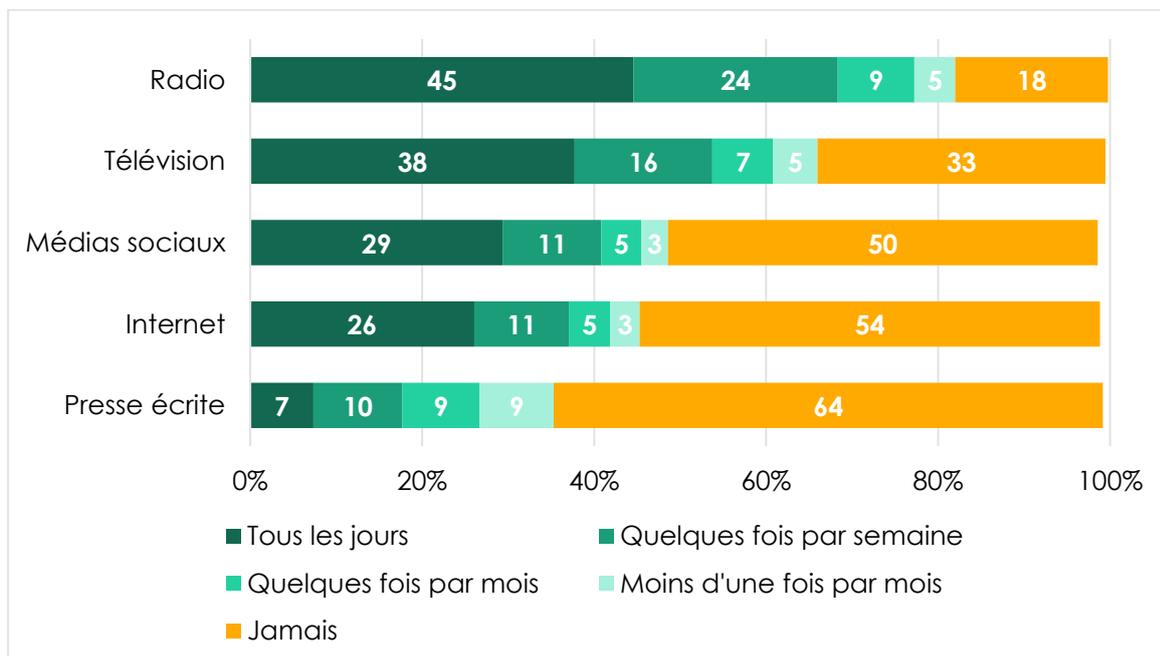
Changements dans la façon de s'informer

La radio a longtemps été le média de masse le plus couramment consulté en Afrique, et cela est toujours vrai, avec des variations minimales au fil du temps. Toutefois, le recours aux médias numériques connaît une croissance rapide, ce qui laisse entrevoir de nouvelles possibilités et de nouveaux défis.

La radio demeure au premier plan

Dans les 34 pays sondés, la radio demeure, de loin, le média de masse le plus utilisé par les personnes à la recherche d'informations (Figure 1). Deux tiers (68%) des répondants sondés déclarent y recourir au moins quelques fois par semaine, dont 45% qui l'écoutent tous les jours. La télévision vient en deuxième position, avec plus de la moitié (54%) des adultes qui y suivent l'actualité au moins quelques fois par semaine, suivie par les médias sociaux (41%) et l'Internet (37%). Seul un adulte sur six (18%) déclarent lire régulièrement un journal de la presse écrite.

Figure 1 : Consommation de l'actualité | 34 pays | 2019/2021



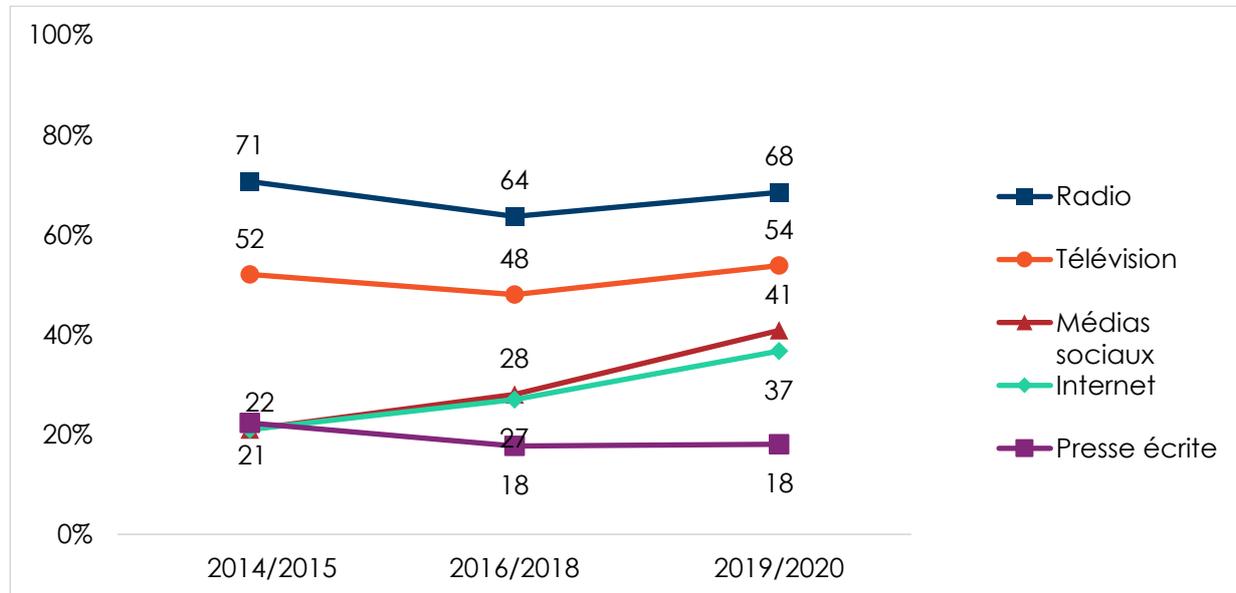
Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ?

Les médias sociaux en plein essor

Si le recours à la radio, à la télévision et à la presse écrite a été remarquablement stable au cours des cinq dernières années, l'essor des médias numériques a entraîné des mutations importantes dans le paysage médiatique africain (Figure 2). Entre 2014/2015 et 2019/2021, dans les 31 pays inclus dans les deux rounds d'enquêtes, la proportion des personnes sondées qui s'informent au moins quelques fois par semaine par le biais des médias sociaux (41%) ou

de l'Internet (37%) ou de tous les deux a presque doublé, de 24% à 43%.¹ En fait, les usagers réguliers des médias numériques sont deux fois plus nombreux que les lecteurs réguliers de presse écrite, encore que certains usagers des médias numériques pourraient lire des articles publiés par des journaux de la presse écrite en ligne.

Figure 2 : Consommation régulière de l'actualité | 31 pays | 2014-2021



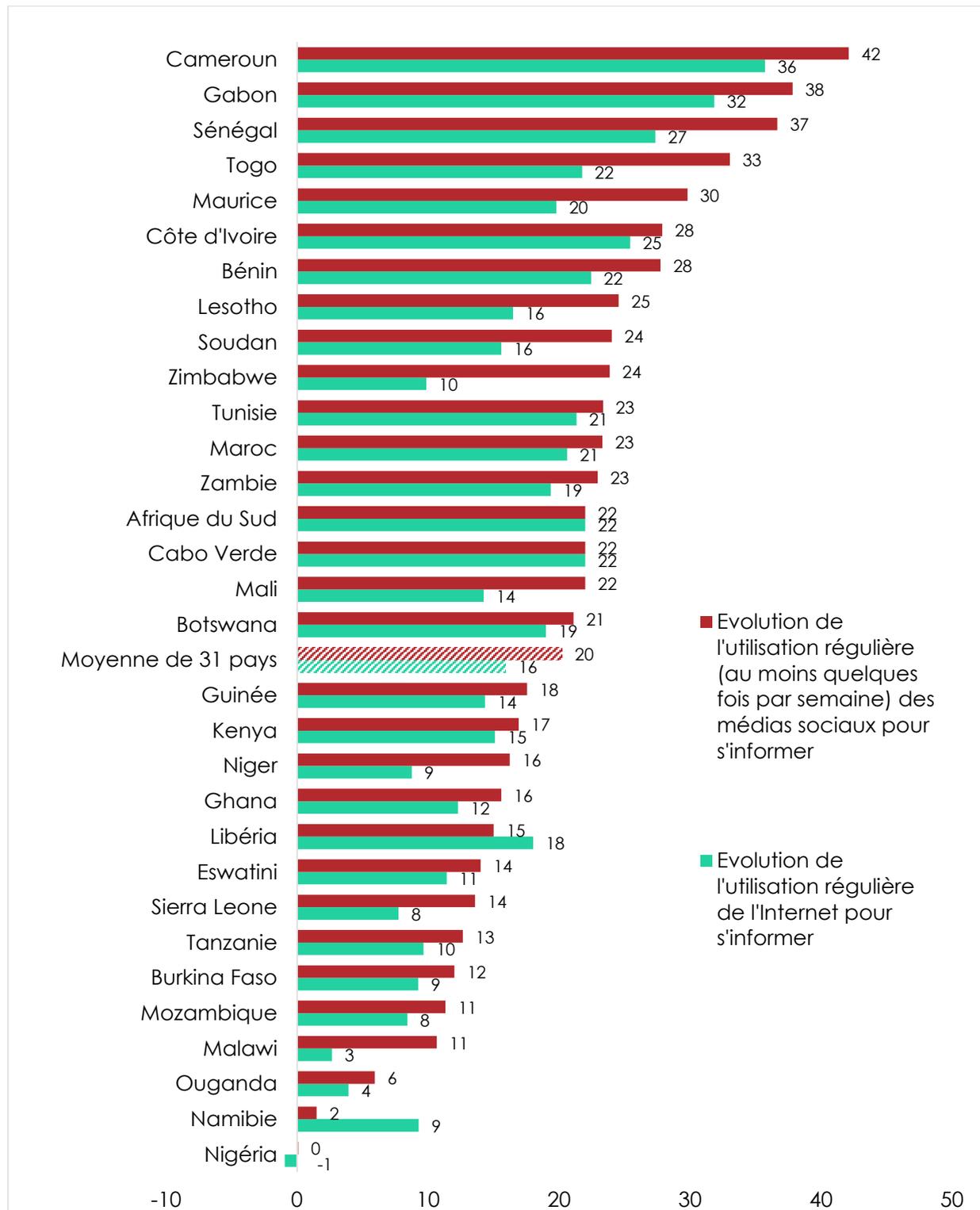
Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Ces évolutions varient toutefois considérablement d'un pays à l'autre (Figure 3). Dix-sept pays ont connu une hausse de la consommation régulière d'informations via les médias sociaux d'au moins 20 points de pourcentage entre 2014/2015 et 2019/2021, avec à la tête le Cameroun (+42 points), le Gabon (+38), le Sénégal (+37), le Togo (+33) et Maurice (+30). Et 11 autres ont connu des hausses similaires dans la consommation d'actualités sur l'Internet, les plus grandes venant au Cameroun (+36), au Gabon (+32) et au Sénégal (+27).

Mais les hausses étaient beaucoup plus faibles ailleurs. Dans trois pays, la hausse de la consommation d'actualités via les médias sociaux a été limitée, voire inexistante : Ouganda (+6), Namibie (+2, ce qui se situe dans la marge d'erreur de l'enquête) et Nigéria (pas de variation). Et huit pays ont connu une hausse de moins de 10 points de pourcentage de la consommation d'actualités sur l'Internet, y compris le Malawi (+3 points), l'Ouganda (+4), le Mozambique (+8) et la Sierra Leone (+8). La proportion des Nigériens qui s'informent au moins quelques fois par semaine sur l'Internet n'a pas changé (-1 point de pourcentage), quoique l'utilisation quotidienne se soit accrue dans ce pays, allant de 17% en 2014/2015 à 22% en 2019/2021.

¹ Dans la présente dépêche, en nous référant aux résultats du Round 8 uniquement, nous utilisons des données pondérées au niveau des ménages ; cette démarche, Afrobarometer l'a récemment adoptée. Toutefois, lorsque nous comparons les résultats dans le temps, nous utilisons les données pondérées au niveau de la zone de dénombrement, qui sont disponibles autant pour les rounds précédents que pour le Round 8. Les données du Round 8 pourraient par conséquent diverger légèrement en fonction de la méthode de pondération utilisée.

Figure 3 : Hausse de l'utilisation régulière des médias digitaux d'actualité (points de pourcentage) | 31 pays | 2014-2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ?
 (La figure affiche la hausse, en points de pourcentage, entre 2014/2015 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

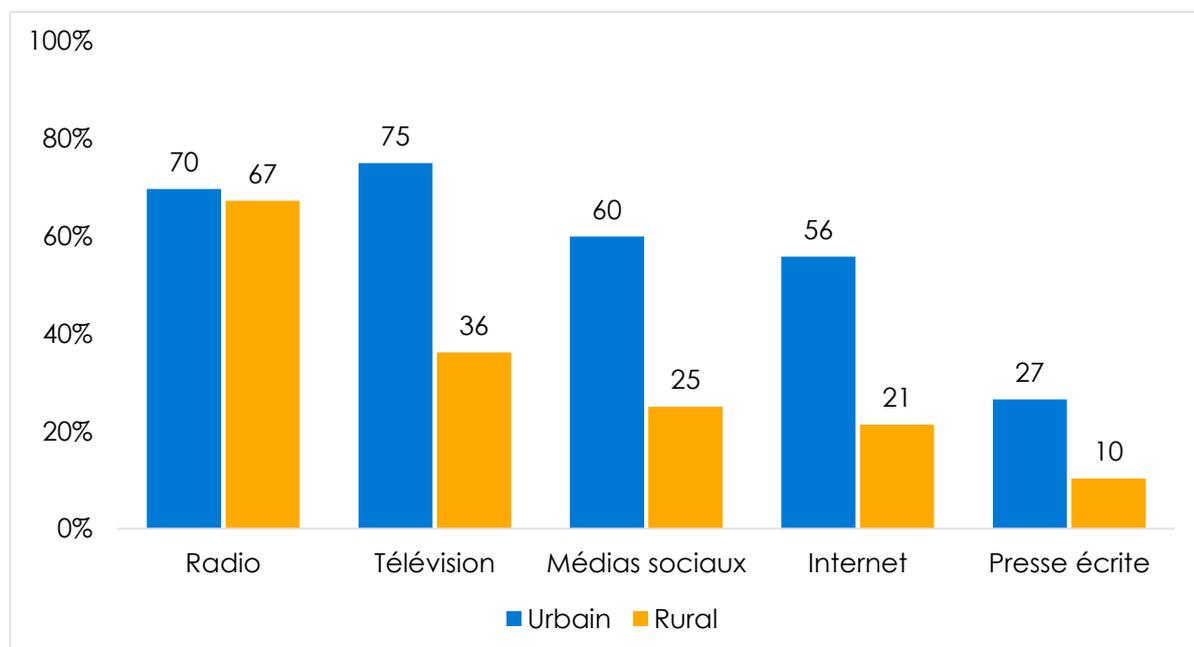
Clivages démographiques

Tous les Africains n'ont pas un accès équitable à ces médias pour s'informer. La radio est le média le plus « démocratique », dans la mesure où les disparités de l'accès en fonction du lieu de résidence, du sexe, de l'éducation, et de l'âge sont relativement faibles. Des écarts plus importants s'observent pour ce qui est des autres sources médiatiques, dont l'accès pourrait nécessiter un niveau d'éducation plus élevé, un revenu disponible plus important, ou la résidence dans des zones plus peuplées.

Les villes d'Afrique offrent généralement un meilleur accès aux médias, avec davantage d'organes de diffusion, un accès plus facile aux publications sur papier, et une alimentation électrique et un accès Internet plus fiables. Les données en témoignent. Si l'accès à la radio est statistiquement identique dans les zones rurales et urbaines (Figure 4), il existe des disparités importantes entre les zones urbaines et rurales quant à l'accès à la télévision (39 points), aux médias sociaux (35 points), à l'Internet (35 points), et à la presse écrite (17 points).

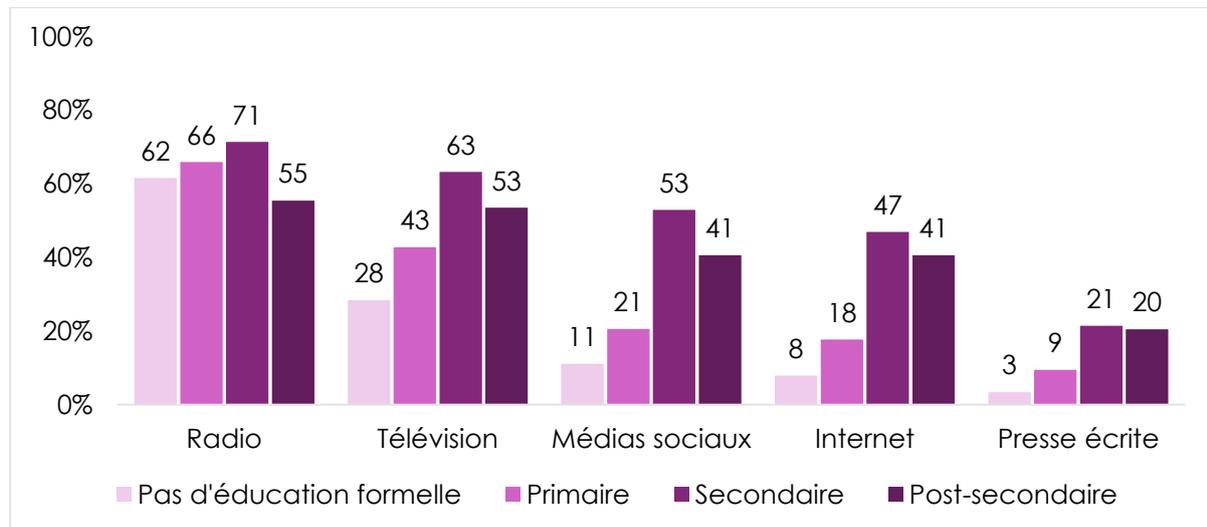
La fréquence de consommation des médias d'information croît considérablement avec l'éducation pour chaque type de source, mais les différences sont encore plus marquées pour ce qui est des médias numériques (Figure 5). Les personnes sondées ayant fait des études secondaires sont de 42 points plus susceptibles de recourir aux médias sociaux au moins plusieurs fois par semaine et de 39 points plus susceptibles de recourir à l'Internet que les personnes sans études formelles. L'écart est presque aussi important pour la télévision (35 points), tandis que les journaux de la presse écrite affichent une différence de 18 points entre ces groupes. Les disparités sont relativement faibles pour la radio, ce qui semble indiquer qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un certain niveau d'instruction avant d'écouter les informations à la radio.

Figure 4 : Utilisation régulière des médias d'actualité | par milieu rural vs. urbain
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

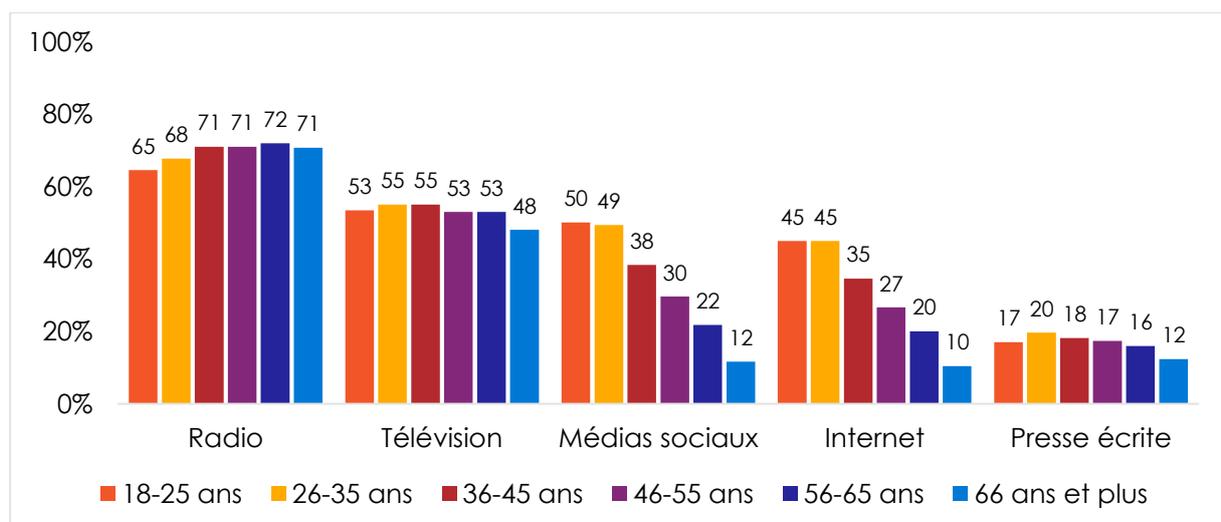
Figure 5 : Utilisation régulière des médias d'actualité | par niveau d'éducation | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

On observe des tendances similaires dans les diverses tranches d'âge (Figure 6). Si les jeunes répondants ne diffèrent que modestement de leurs aînés pour ce qui est de s'informer à la radio et à la télévision, les différences en fonction de l'âge sont assez marquées pour les médias numériques. La moitié des répondants âgés de 18 à 35 ans ont recours aux médias sociaux au moins quelques fois par semaine, contre seulement 30% des 46-55 ans, 22% des 56-65 ans, et 12% des plus de 65 ans. L'utilisation d'Internet présente des différences similaires. Ces chiffres soulignent probablement des effets générationnels plutôt que temporels, car il est fort probable que ceux qui ont recouru aux médias numériques dans leur jeunesse continuent à les utiliser dans les décennies à venir, plutôt que de réduire leur utilisation avec l'âge.

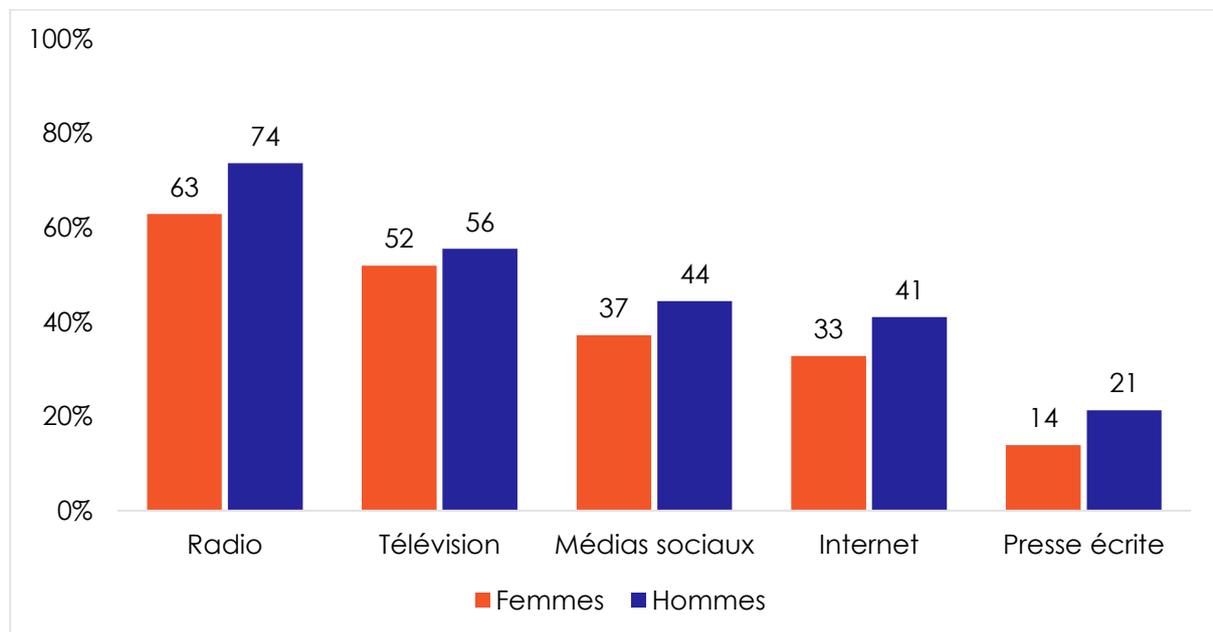
Figure 6 : Utilisation régulière des médias d'actualité | par âge | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Enfin, les hommes sont toujours plus susceptibles que les femmes de recourir aux médias pour s'informer (Figure 7). Chose intéressante, on observe que l'écart est le plus marqué pour le cas de la radio, où les hommes sont de 11 points de pourcentage plus susceptibles que les femmes d'écouter régulièrement la radio (74% contre 63%). Des écarts statistiquement significatifs existent dans le cas des autres sources, mais ils sont plus faibles. L'ampleur de l'écart dans le cas de la radio pourrait être fonction de sa popularité dans les zones rurales et parmi les populations ayant un niveau d'éducation moins élevé, où les normes interdisant la participation politique des femmes pourraient être plus répandues. Les normes d'intégration de la dimension genre pourraient être mieux acceptées parmi les populations urbaines, plus instruites, et plus susceptibles d'accéder aux médias numériques.

Figure 7 : Utilisation régulière des médias d'actualité | par sexe | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Persistence de la fracture numérique

Ces dernières années, les écarts entre les groupes en matière d'accès aux médias numériques ont fait l'objet d'une attention particulière en raison de la crainte que les possibilités d'autonomisation économique, politique, et sociale dont ces technologies pourraient être porteuses ne se concentrent sur les groupes déjà privilégiés. Les données d'Afrobarometer soulignent en effet ces fractures numériques.

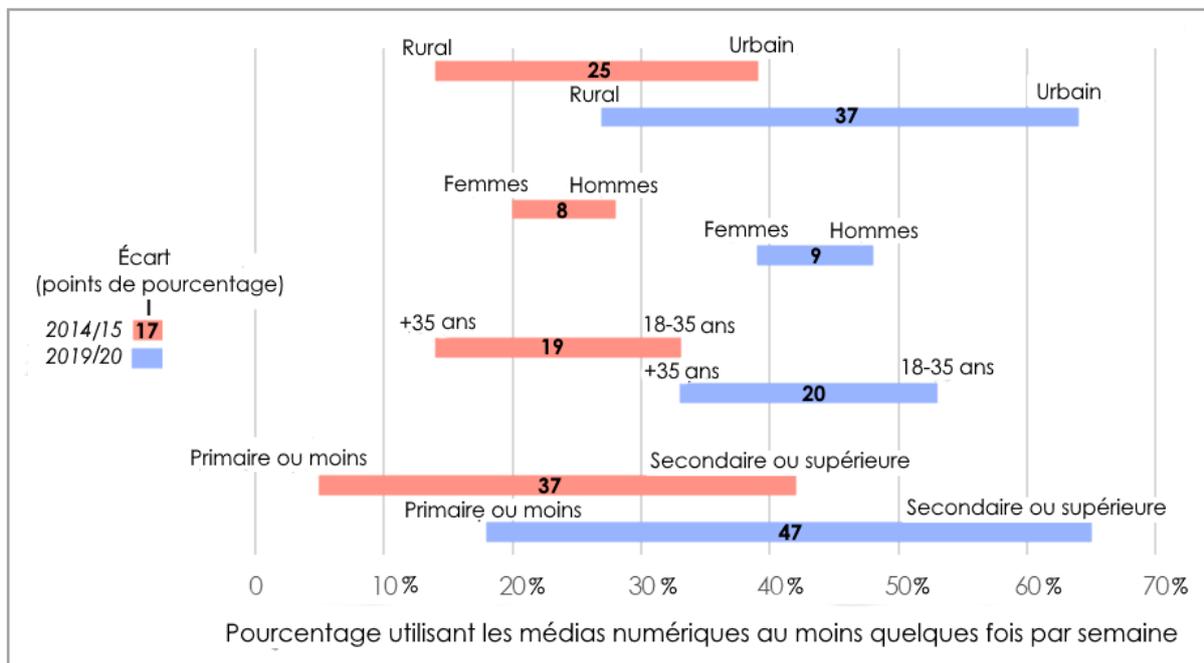
Fait encourageant, les données révèlent que les groupes généralement sous-représentés ont connu une hausse de l'utilisation des médias numériques. La proportion des résidents ruraux utilisant les médias numériques au moins quelques fois par semaine a doublé entre 2014/2015 et 2019/2021, allant de 14% à 27% à travers les 31 pays enquêtés durant les deux rounds. L'utilisation des médias numériques par les femmes s'est également accrue durant cette période, allant de 20% à 39%, tout comme celle des plus de 35 ans (14% à 33%) et des personnes ayant un niveau d'éducation primaire ou inférieur (5% à 18%).

Cependant, les groupes qui avaient déjà un niveau d'accès plus élevé aux médias numériques ont connu des augmentations similaires – et parfois plus importantes – au cours de la même période (Figure 8). Par exemple, l'utilisation régulière par les résidents urbains est

passée de 39% à 64% ; cette hausse de 25 points a dépassé le gain de 13 points des résidents ruraux. Tandis que la consommation des femmes s'est accrue de 19 points, celle des hommes a augmenté de 20 points, allant de 28% à 48%. L'utilisation régulière des médias numériques par les jeunes citoyens (moins de 36 ans) s'est accrue de 20 points (de 33% à 53%), ce qui correspond à la progression des répondants plus âgés. Et les gains chez les répondants plus instruits (ayant fait des études secondaires ou supérieures) ont largement dépassé ceux des répondants moins instruits, 23 points (42% à 65%) contre 13 points.

En conséquence, même si l'utilisation des médias numériques s'est accrue dans tous les groupes – et souvent de façon assez significative – au cours de cette courte période, les hausses étaient pareilles ou même plus marquées chez les groupes déjà privilégiés, technologiquement parlant. La fracture numérique ne se réduit donc pas, et d'une certaine manière, elle pourrait même s'accroître.

Figure 8 : Disparités dans l'utilisation régulière des médias d'actualité | par milieu urbain-rural, sexe, âge, et éducation | 31 pays | 2014/2015 contre 2019/2021

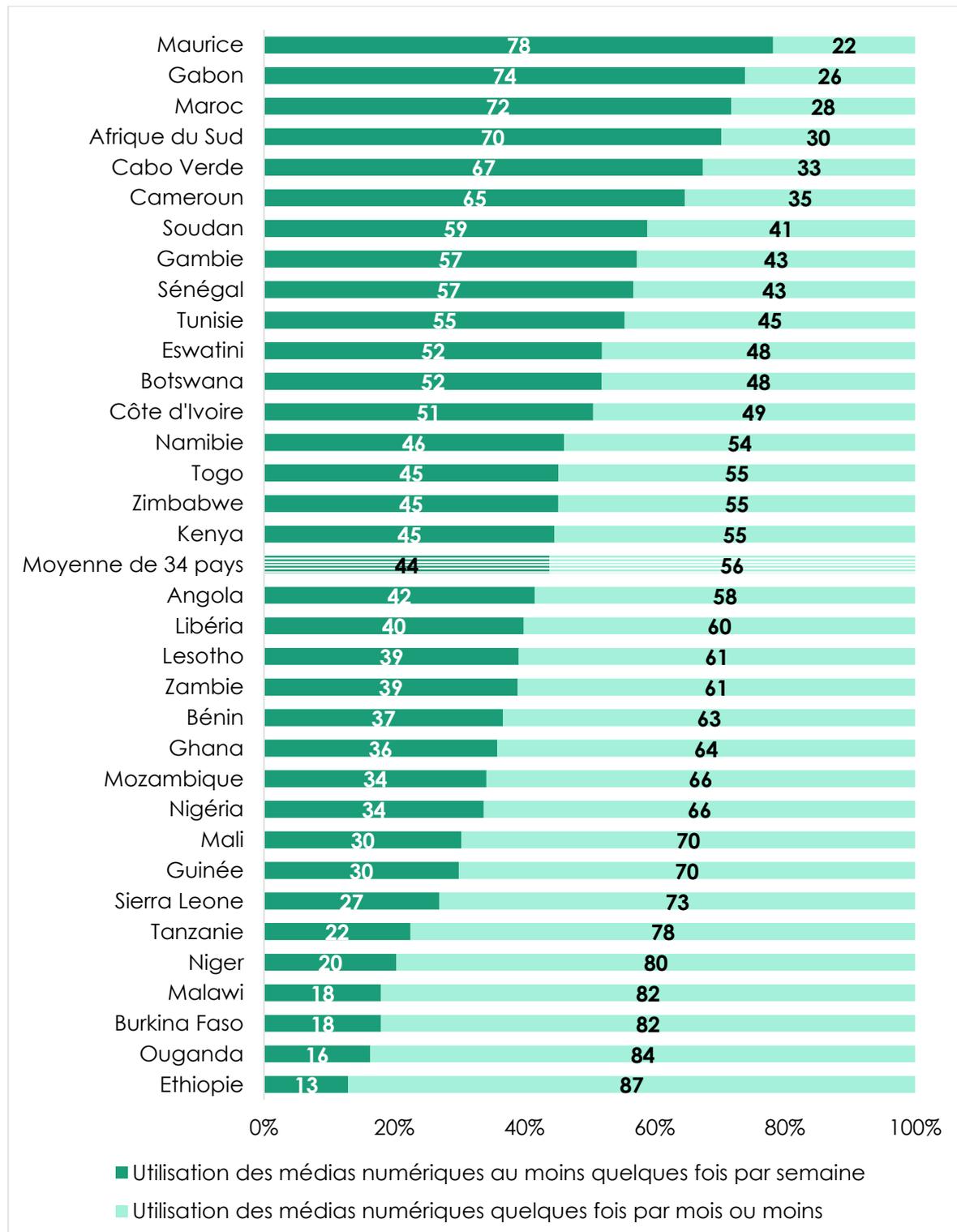


Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Disparités entre pays

L'accès aux médias numériques varie aussi considérablement d'un pays à l'autre (Figure 9). Dans les 34 pays enquêtés, 43% en moyenne des personnes sondées utilisent une forme ou une autre de média numérique pour s'informer au moins quelques fois par semaine. Dans neuf de ces pays, moins d'un tiers des personnes sondées déclarent recourir régulièrement aux sources de médias numériques, l'utilisation la plus faible étant signalée en Éthiopie (13%), en Ouganda (16%), au Burkina Faso (18%) et au Malawi (18%). Mais en 13 pays, plus de la moitié des citoyens déclarent recourir régulièrement aux sources de médias numériques, y compris au Maurice (78%), au Gabon (74%), au Maroc (72%) et en Afrique du Sud (70%).

Figure 9 : Utilisation des médias numériques d'actualité | par pays | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : A quelle fréquence vous informez-vous grâce aux sources suivantes : Internet ? Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp ou autres ? (% qui répondent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Perception des médias et de la démocratie

La démocratie repose essentiellement sur la liberté et l'indépendance des médias. Les citoyens doivent pouvoir accéder à des informations objectives et adéquates sur le gouvernement et les principaux candidats politiques afin de pouvoir demander des comptes aux dirigeants élus et prendre des décisions éclairées lors des élections. Et les professionnels des médias devraient avoir les ressources et la liberté de mener des enquêtes journalistiques pour fournir aux citoyens et aux organismes de contre-pouvoir des informations adéquates permettant de lutter contre la corruption et de favoriser une gouvernance responsable.

Quel devrait être le rôle des médias ?

L'existence de médias libres et indépendants est un phénomène relativement nouveau en Afrique. Il y a 30 ans environ, le paysage médiatique de la plupart des pays était encore dominé par des monopoles gouvernementaux de droit sur les médias audiovisuels et la presse écrite. Un grand nombre de dirigeants ont fait valoir que le principal objectif des médias était de stimuler le « développement » et favoriser l'unité nationale. Comme par hasard, cela permettait aux dirigeants autocratiques de restreindre le rôle investigateur des médias, étant donné que tout reportage susceptible de mettre le pouvoir en difficulté pouvait être considéré comme « facteur de division ».

Trois décennies après l'émergence des médias indépendants dans la plupart des pays, dans quelle mesure les Africains ont-ils adopté le rôle des médias dans la reddition de comptes des gouvernements ? Dans les 34 pays enquêtés en 2019/2021, la majorité s'accordent à dire que les médias « devraient constamment enquêter et communiquer sur les travers du gouvernement et la corruption en son sein », rejetant l'idée selon laquelle « trop de reportages sur des événements négatifs, comme les travers du gouvernement et la corruption, ne font que nuire au pays » (Figure 10). En moyenne, trois quarts (73%) des personnes sondées soutiennent le rôle de sentinelle des médias, dont au moins huit citoyens sur 10 au Kenya (80%), au Ghana (83%) et au Cabo Verde (85%). Les seuls pays où moins de deux tiers sont d'accord sont l'Angola (58%), le Cameroun (57%), l'Eswatini (55%) et le Mozambique (52%).

Le soutien au rôle d'investigation des médias s'est accru durant les cinq dernières années, allant de 69% en 2014/2015 à 73% à travers les 31 pays participant aux deux rounds.

Liberté de presse et entraves gouvernementales

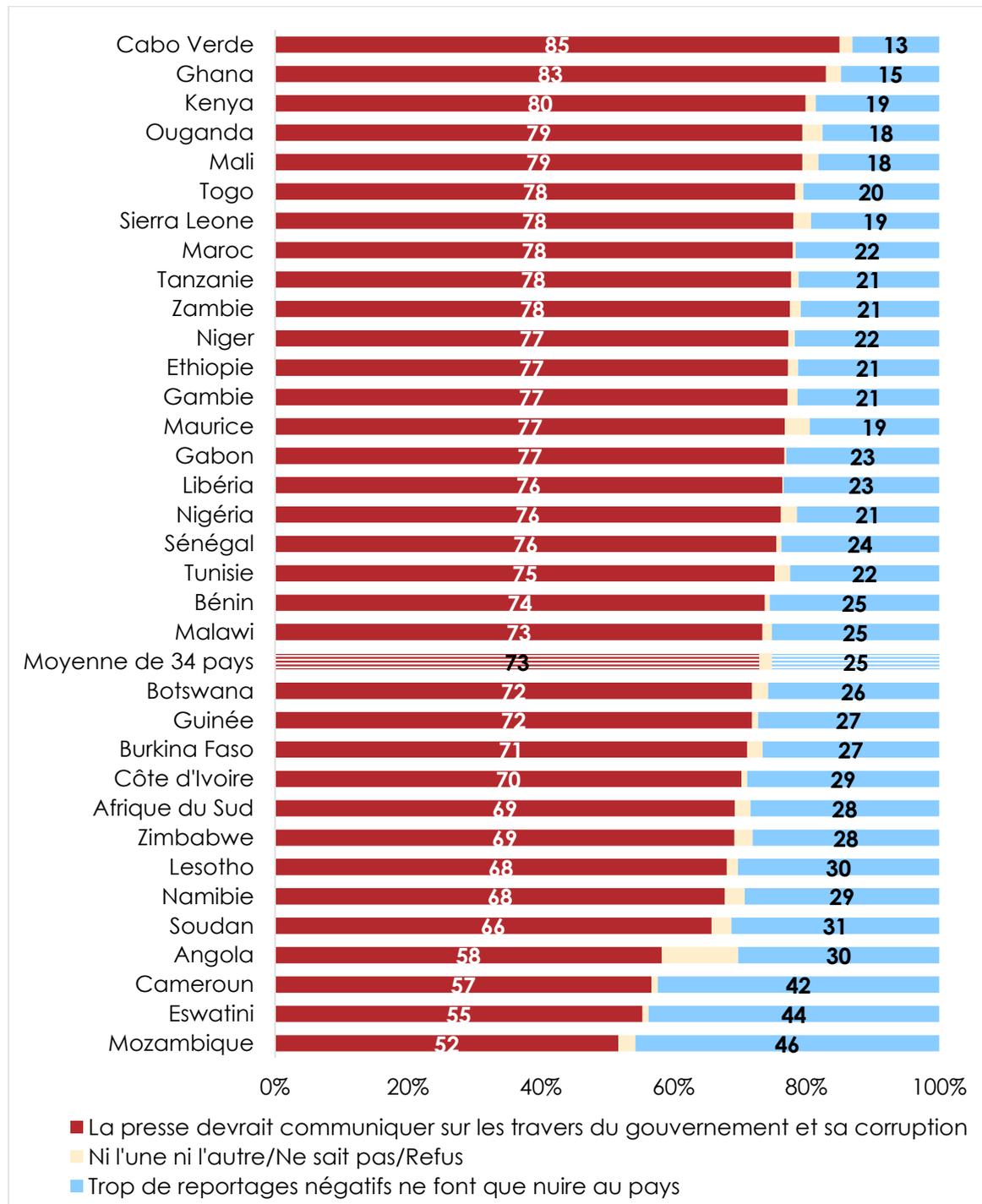
En général, les Africains sont très attachés à la liberté de la presse, mais l'ampleur de leur soutien varie d'un pays à l'autre (Figure 11). Des majorités dans tous les pays enquêtés à

Faites votre propre analyse des données
d'Afrobarometer - quels que soient la question, le pays
et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

l'exception de cinq – Mozambique, Tunisie, Cameroun, Maroc et Tanzanie – soutiennent que les médias « devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement », rejetant le droit du gouvernement à empêcher la presse de publier « des choses qu'il désapprouve ».

En moyenne, plus de six personnes sur 10 (62%) soutiennent la liberté de la presse, avec des majorités importantes au Gabon (80%), au Cabo Verde (76%), au Zimbabwe (78%) et au Sénégal (72%). Les Ethiopiens, les Mozambicains et les Tunisiens sont presque également divisés sur cette question.

Figure 10 : Les médias devraient-ils contrôler le gouvernement ? | 34 pays
 | 2019/2021



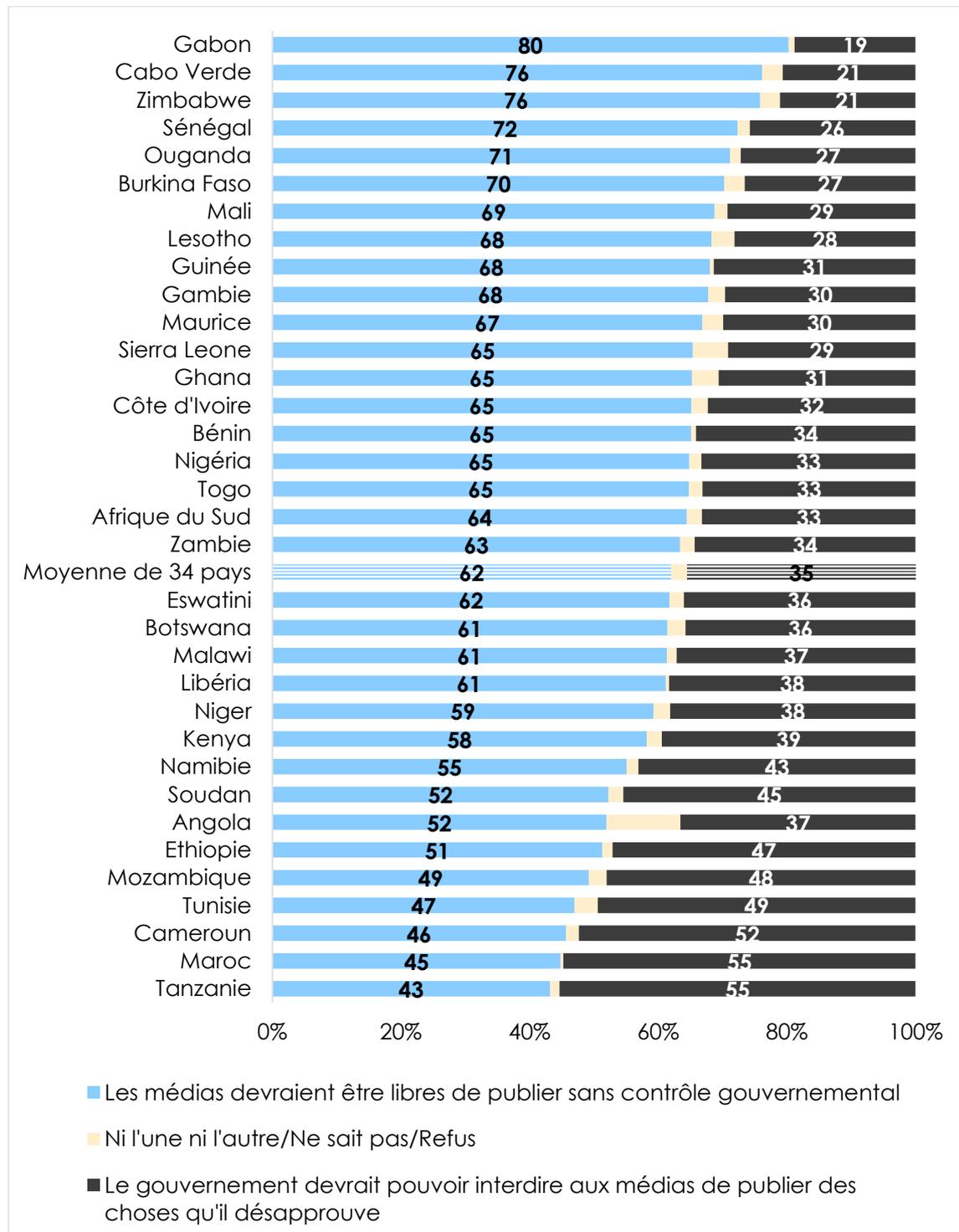
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La presse devrait constamment enquêter et communiquer sur les travers du gouvernement et la corruption en son sein.

Affirmation 2 : Trop de reportages sur des événements négatifs, comme les travers du gouvernement et la corruption, ne font que nuire au pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 11 : Soutien à la liberté de la presse | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

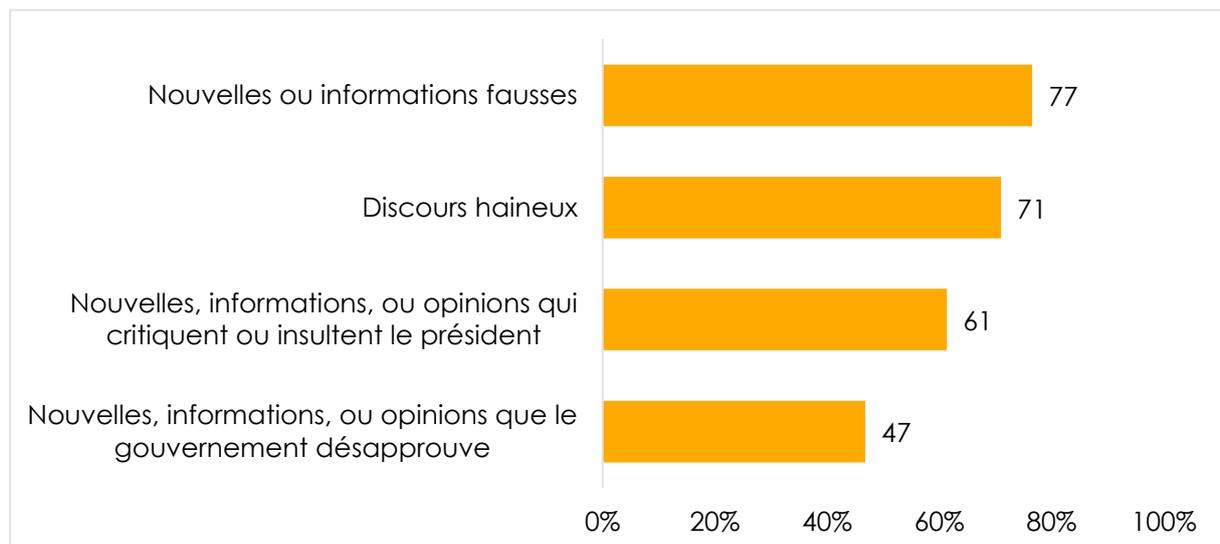
En dépit de leur grand soutien au principe de la liberté de la presse, nombre d'Africains sont prêts à accepter des restrictions gouvernementales sur des types spécifiques de communication publique (Figure 12). Trois quarts (77%) des sondés approuvent le droit de leur gouvernement à limiter ou interdire la diffusion de fausses nouvelles ou informations, tandis que presque autant (71%) affirment que le « discours haineux » devrait être circonscrit par des restrictions gouvernementales.

Une forte majorité (61%) sont également favorables à la faculté des gouvernements de faire obstacle aux messages qui « critiquent ou insultent le président » – ce pouvoir pouvant servir à limiter la capacité des groupes d'opposition à demander des comptes aux dirigeants. Et les répondants sont divisés – 47% pour, 45% contre – sur la question de savoir si les dirigeants devraient pouvoir interdire toute « nouvelle, information, ou opinion que le gouvernement désapprouve ».

Si ces résultats peuvent être préoccupants pour les défenseurs de la liberté de la presse, ils suggèrent également que de nombreux Africains favorables aux restrictions de la liberté d'expression dans des domaines particulièrement sensibles, tels que les discours haineux et les fausses informations, ne sont pas disposés à donner carte blanche aux gouvernements pour réguler d'autres types de messages. Dans l'ensemble, tandis qu'une grande majorité (89%) des personnes sont prêtes à limiter la divulgation d'au moins un de ces types d'information, un tiers seulement (33%) soutiennent le droit des gouvernements à les limiter tous.

Figure 12 : Le gouvernement devrait-il pouvoir interdire certains types d'informations ?

| 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage :

Des nouvelles ou informations fausses ?

Des nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve ?

Des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le président ?

De tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux ?

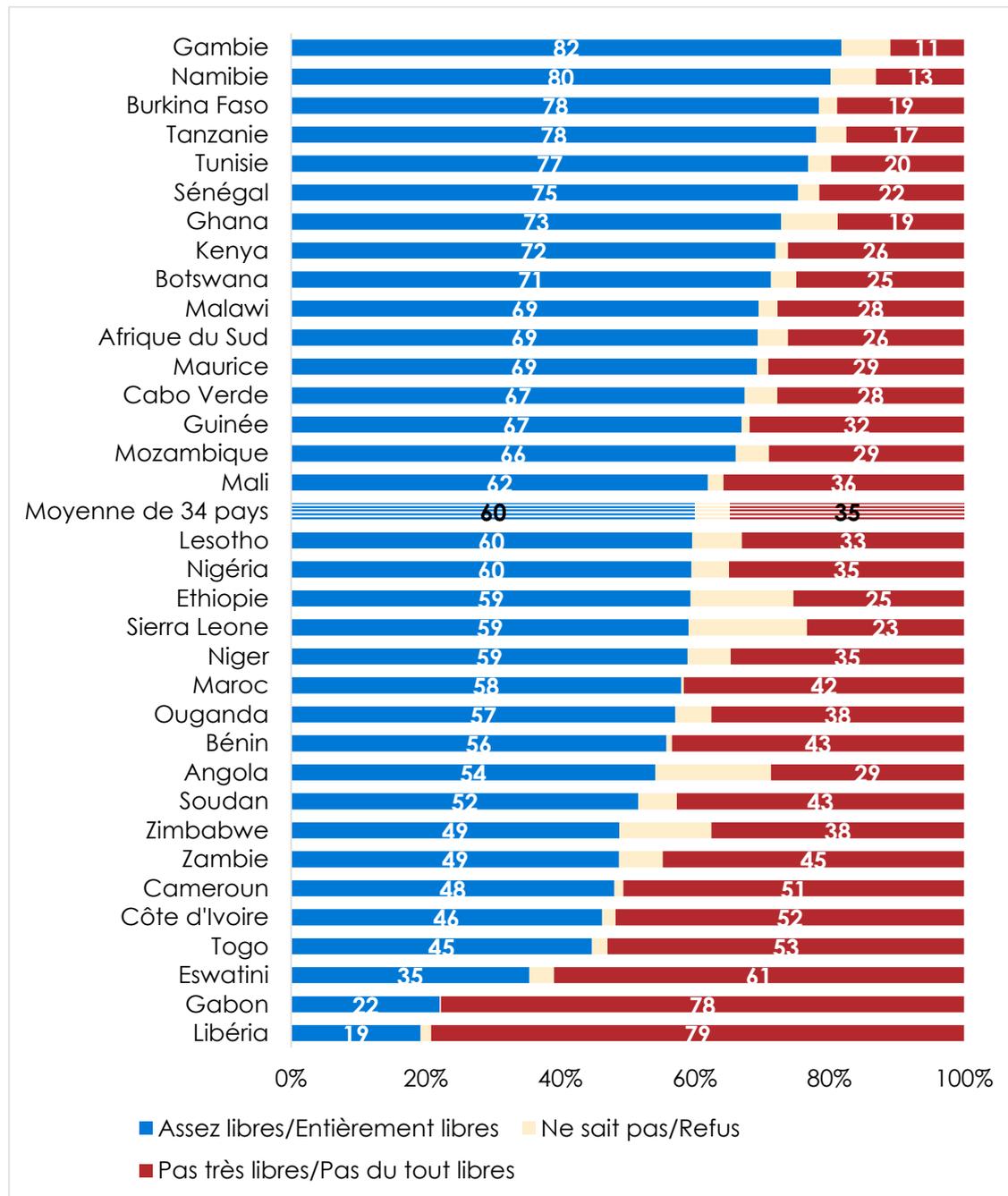
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

La presse est-elle libre et objective ?

Si la majorité des Africains souhaitent que les médias jouissent de la liberté de surveiller les gouvernements, dans quelle mesure pensent-ils que leur presse jouit réellement des libertés

essentielles ? Dans les 34 pays enquêtés, une nette majorité (60%) estiment que les médias sont « entièrement » ou « assez » libres (Figure 13).

Figure 13 : A quelle point les médias sont-ils libres ? | 34 pays | 2019/2021



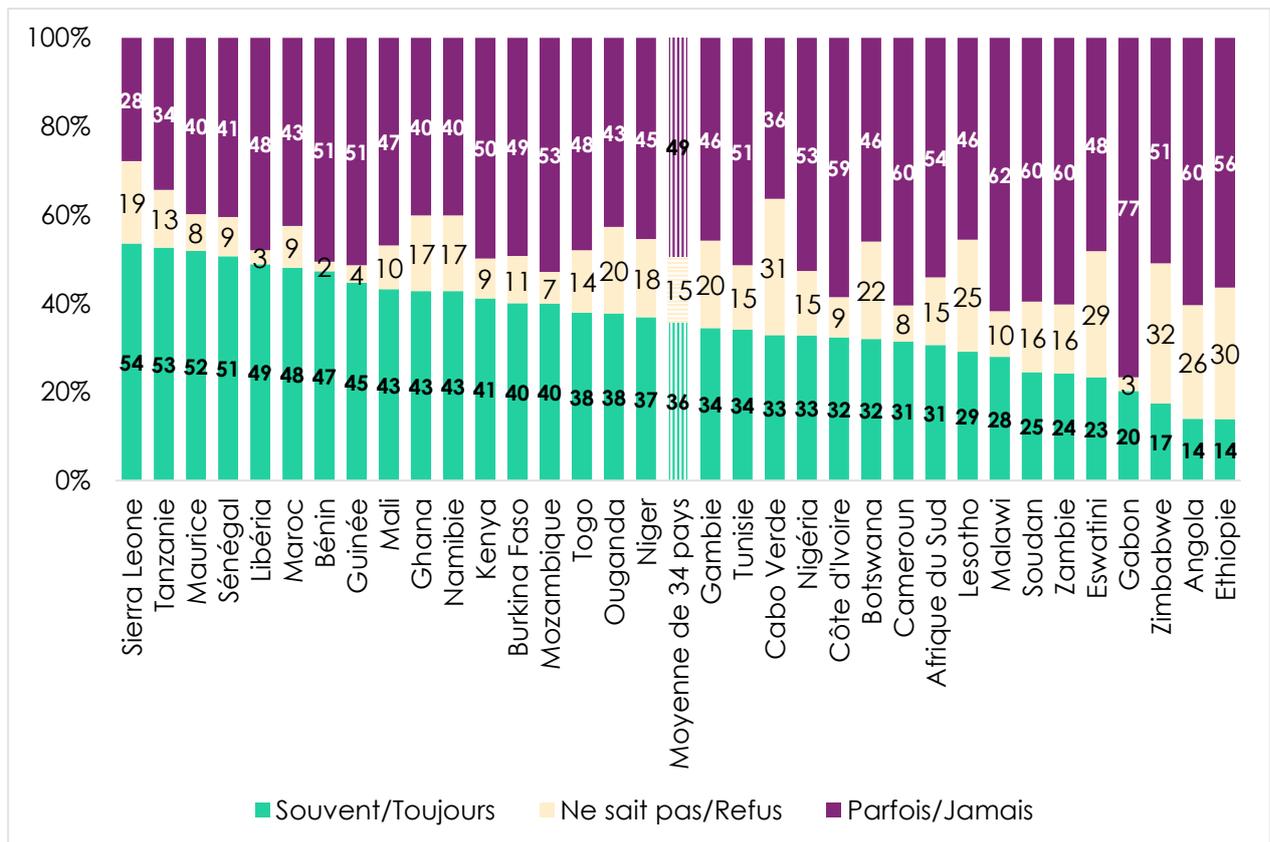
Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

Les perceptions de liberté sont les plus élevées en Gambie (82%), en Namibie (80%) et au Burkina Faso (78%). Le Libéria et le Gabon se distinguent, 79% et 78% de ses citoyens, respectivement, considérant leur presse « pas très libre » ou « pas du tout libre », et des

majorités sont du même avis en Eswatini (61%), au Togo (53%), en Côte d'Ivoire (52%) et au Cameroun (51%).

Les répondants ont également été sondés sur l'impartialité des médias, autre condition importante de la compétition politique démocratique (Figure 14). Seulement un tiers environ (36%) des répondants affirment que la presse a « souvent » ou « toujours » assuré une couverture impartiale de tous les candidats à l'occasion de leur dernière élection nationale, tandis que la moitié (49%) affirment qu'ils n'ont « jamais » ou que « quelques fois » seulement été impartiaux. Bien que les données n'indiquent pas si les sondés estiment que la presse était majoritairement hostile aux candidats de l'opposition ou du parti au pouvoir, les résultats suggèrent une perception globale de la partialité. Dans quatre pays seulement – la Sierra Leone (54%), la Tanzanie (53%), Maurice (52%) et le Sénégal (51%) – une majorité perçoit les médias comme largement impartiaux, tandis que des majorités dans 15 pays ont une opinion contraire. Les appréciations des médias sur la base de ce critère sont particulièrement négatives au Gabon, où 77% des citoyens estiment que les médias n'ont « jamais » ou que « parfois » seulement fourni une couverture équitable.

Figure 14 : Les médias ont-ils assuré une couverture impartiale de la dernière élection nationale ? | 34 pays | 2019/2021



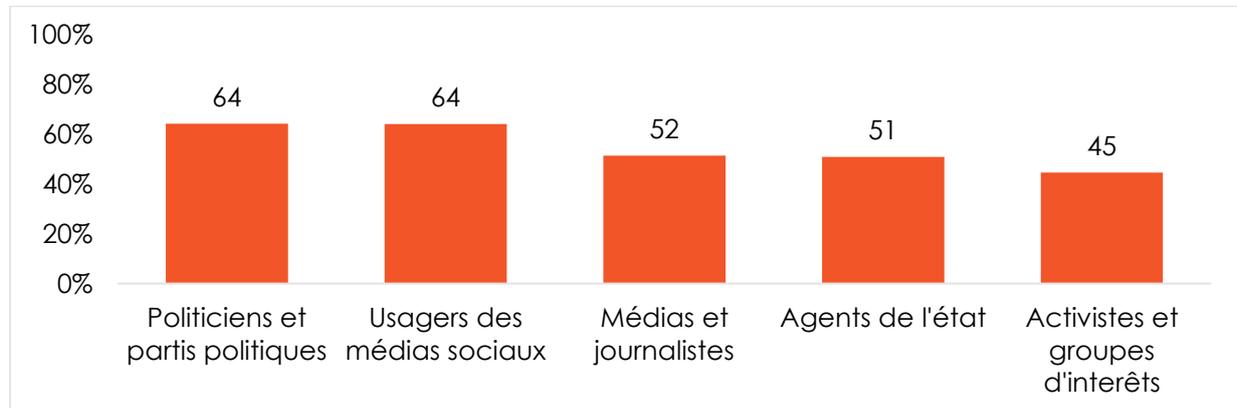
Question posée aux répondants : Au cours de la dernière campagne électorale nationale de [20XX], à quel point les médias ont-ils équitablement couvert tous les candidats ?

La problématique des fausses informations

Les fausses informations, y compris la désinformation, sont devenues un défi sérieux pour les pratiques démocratiques, en raison surtout de la facilité et de la rapidité avec lesquelles ces informations sont diffusées sur toutes les plateformes médiatiques à l'ère numérique. Les

Africains accusent un grand nombre d'acteurs de propager de fausses informations (Figure 15). Les coupables les plus souvent cités sont les hommes politiques et les partis politiques et les utilisateurs des médias sociaux (64% chacun). La moitié environ blâment les médias (52%), les agents de l'état (51%) et les militants et groupes d'intérêt (45%).

Figure 15 : Qui diffuse les fausses informations ? | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Dites-moi, s'il vous plaît, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses ?

Que pensent les Africains des médias numériques ?

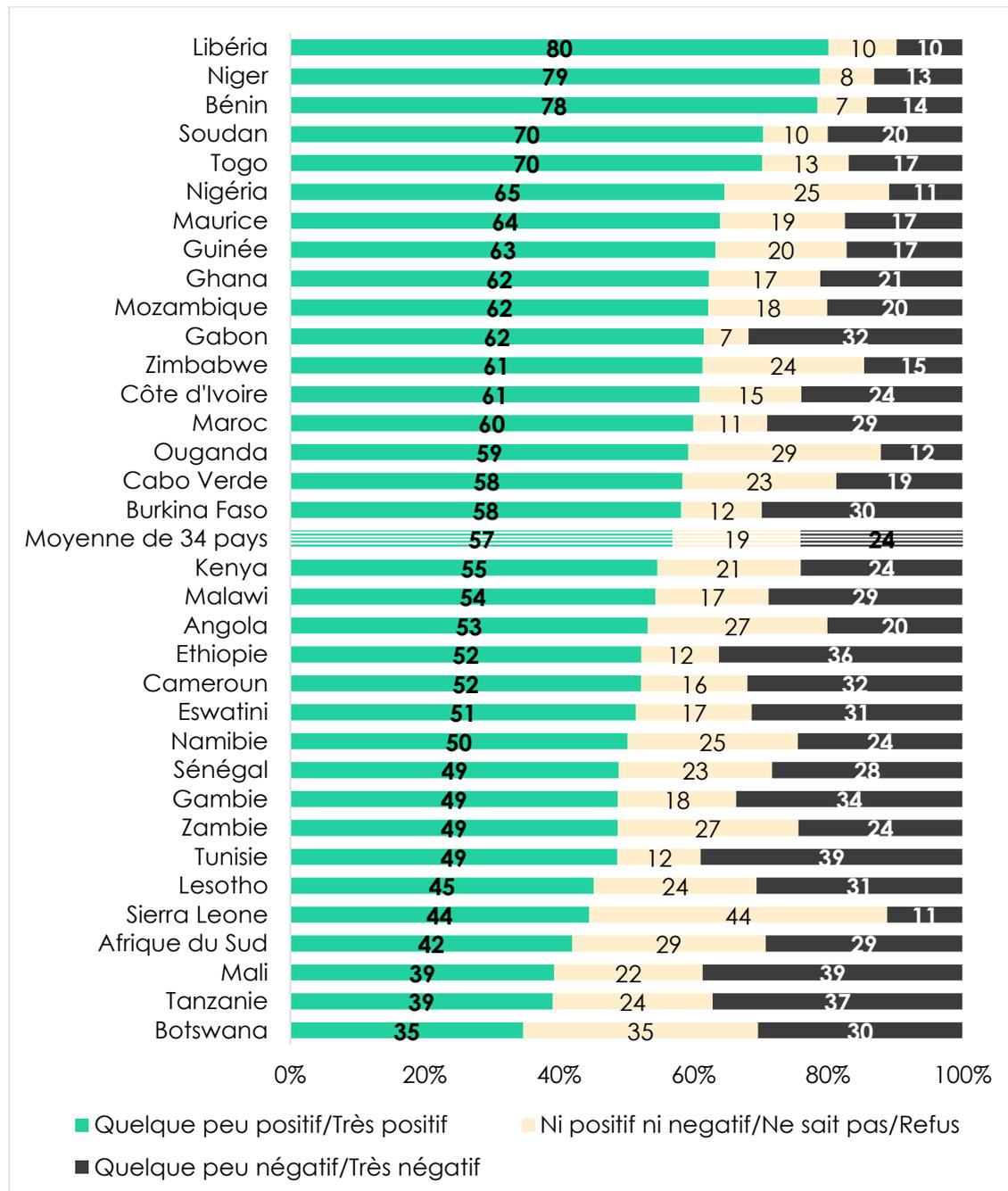
Les inquiétudes relatives aux fausses informations et aux restrictions gouvernementales sur la liberté de la presse sont particulièrement pertinentes dans l'espace numérique, où les informations problématiques peuvent se répandre à la vitesse de la lumière et sont difficiles à suivre et à corriger.

L'essor des médias numériques en Afrique a des effets importants, non seulement sur la vie économique et sociale des Africains, mais aussi sur leur politique. D'une part, les médias numériques facilitent le partage d'informations et la connaissance des affaires publiques, ce qui pourrait accroître les chances d'engager les dirigeants et de les responsabiliser. D'autre part, les médias numériques ont été cités comme vecteurs de fausses informations et de discours haineux, ce qui pourrait accroître la polarisation, désinformer les publics, et même conduire à la violence.

En général, les Africains ont une opinion positive des médias sociaux (Figure 16). Parmi les 72% de répondants qui affirment avoir entendu parler des médias sociaux, une majorité (57%) affirment que leurs impacts sur la société sont « plutôt positifs » ou « très positifs », contre seulement 24% qui considèrent leur impact global négatif. Les citoyens les plus susceptibles de donner une évaluation positive des effets des médias sociaux se trouvent au Libéria (80%), au Niger (79%) et au Bénin (78%). Quoiqu'aucun pays n'enregistre une majorité d'opinions négatives sur les médias sociaux, de grands sous-ensembles au Mali (39%), en Tunisie (39%) et en Tanzanie (37%) partagent de tels sentiments.

Les groupes démographiques ne diffèrent que modestement dans leurs évaluations de l'impact global des médias sociaux. En général, les groupes qui sont plus susceptibles d'utiliser régulièrement les médias sociaux, comme les personnes plus instruites et les hommes, ne sont pas significativement plus susceptibles de considérer leurs impacts positifs. Les jeunes, cependant, sont plus enclins que leurs aînés d'estimer que les médias sociaux ont des effets positifs ($p=.00$). En tant que sous-groupe, les répondants qui utilisent les médias numériques au moins quelques fois par semaine sont plus susceptibles de considérer leurs effets positifs (61% contre 53%, $p=.00$).

Figure 16 : Impact global des médias sociaux | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, pensez-vous que les effets des réseaux sociaux sur la société sont plutôt positifs, plutôt négatifs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Note : Les réponses excluent ceux qui n'ont pas entendu parler des réseaux sociaux.)

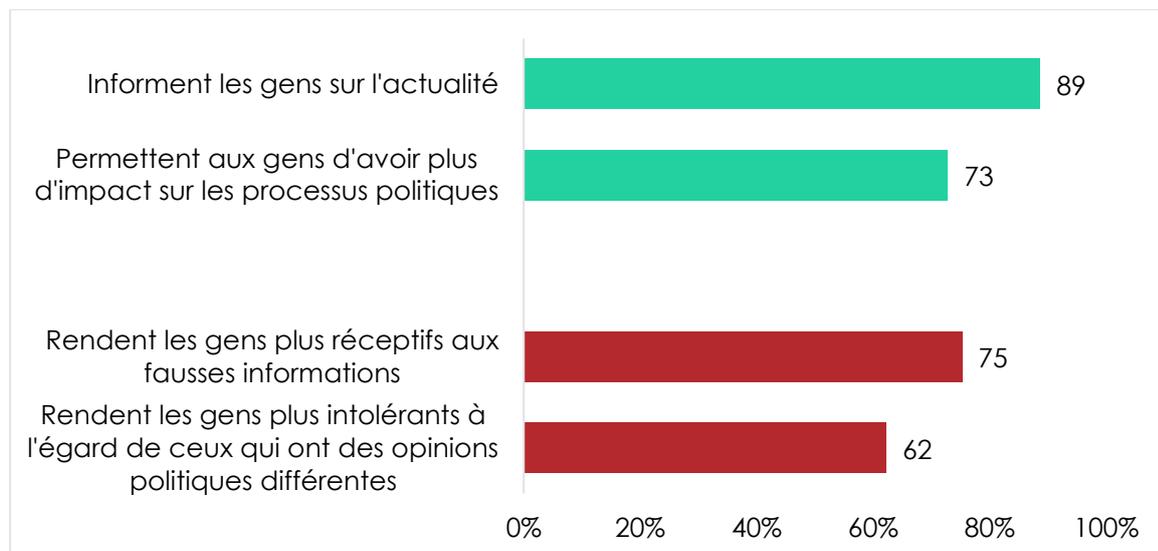
Avantages et inconvénients des médias sociaux

Malgré leur opinion généralement favorable à l'impact des médias sociaux, les Africains reconnaissent clairement les aspects négatifs ainsi que positifs de ces plateformes numériques (Figure 17). Les répondants déclarent dans leur grande majorité que les médias sociaux informent les utilisateurs sur la politique (89%) et contribuent à l'autonomisation politique des

gens (73%). D'autre part, ils estiment que les médias sociaux prédisposent les gens à croire plus facilement aux fausses informations (75%) et rendent les utilisateurs moins tolérants envers les personnes dont les opinions politiques diffèrent des leurs (62%).

Presque tous les répondants (93%) qui affirment avoir entendu parler des médias sociaux ont au moins une chose positive à dire à ce sujet, et 85% ont au moins une chose négative à en dire. En d'autres termes, la plupart des Africains considèrent les médias sociaux comme des couteaux à double tranchant : Ils offrent des avantages potentiels et présentent des risques potentiels.

Figure 17 : Impacts de l'usage des médias sociaux | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Que vous utilisiez personnellement ou non les réseaux sociaux, dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord pour dire que les réseaux sociaux :

Informent beaucoup les gens sur l'actualité ?

Rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles ?

Aident les gens à avoir plus d'impact sur les processus politiques ?

Rendent les gens plus intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes ?

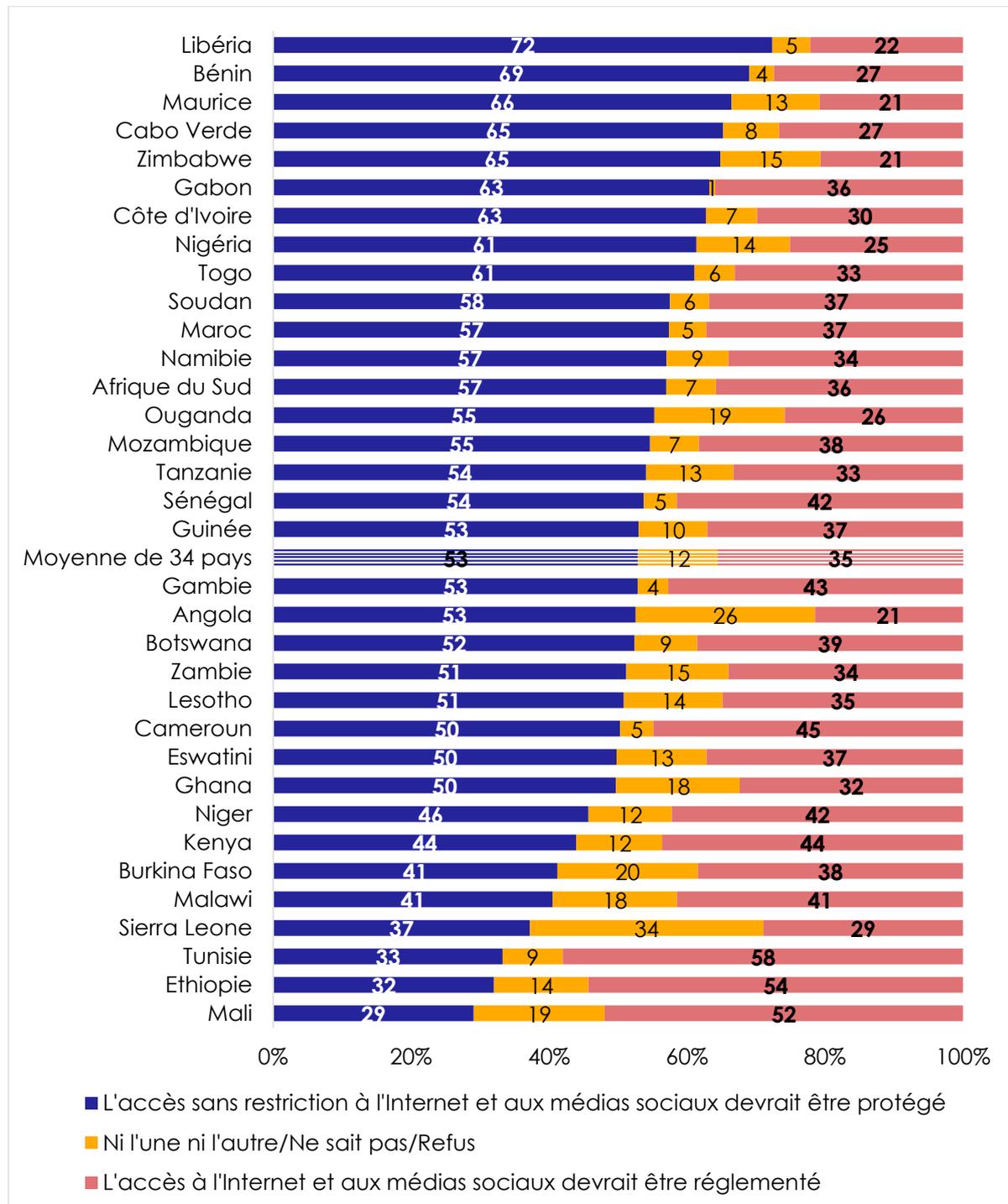
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord ») (Note : Les réponses excluent ceux qui n'ont pas entendu parler des réseaux sociaux.)

Mais que faut-il faire ?

Même si la plupart des Africains reconnaissent les menaces potentielles que représentent les médias numériques, aucune solution facile – ou largement acceptée – n'est évidente. Les gouvernements d'Afrique et d'ailleurs ont pris des mesures de répression contre les médias numériques par le biais de lois et de réglementations, soi-disant pour limiter la diffusion de fausses informations, mais les critiques font valoir que ces efforts ouvrent la porte à des restrictions plus sévères sur la liberté d'expression et la liberté de la presse (CIPESA, 2019 ; Global Voices, 2019).

Parmi les Africains moyens, l'accès non-réglementé aux médias numériques est plus populaire que le contrôle gouvernemental. Dans 34 pays, la majorité (53%) sont d'accord pour que l'accès sans restriction aux médias numériques soit protégé, tandis que 35% affirment que les médias numériques devraient être réglementés par le gouvernement en raison de leur capacité à diviser (Figure 18). Des majorités dans 23 pays sont favorables à un accès sans restriction, dont plus des deux tiers au Libéria (72%) et au Bénin (69%). La réglementation est soutenue par une majorité dans trois pays : la Tunisie (58%), l'Éthiopie (54%) et le Mali (52%).

Figure 18 : L'accès à l'Internet et aux médias sociaux devrait-il être réglementé ?
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : L'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devraient donc être protégés.

Affirmation 2 : Les informations sur l'Internet et les réseaux sociaux divisent les [citoyens] et devraient donc voir leur accès régulé.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Conclusion

La dernière décennie a vu des mutations importantes dans la façon dont les Africains accèdent à l'information, et la prochaine décennie devrait continuer à apporter de profonds changements. La radio demeure le premier média, probablement parce qu'elle constitue toujours le moyen de communication de masse le moins cher, qu'elle ne nécessite pas d'être lettré, et qu'elle est diffusée dans un grand nombre de langues. Cependant, de plus en plus d'Africains s'informent à partir de sources numériques, ce qui a accru le pluralisme et, d'une certaine manière, démocratisé la production et le partage de l'information en multipliant les moyens par lesquels les citoyens moyens peuvent se faire entendre.

Il existe cependant un certain nombre de raisons de s'inquiéter de l'avenir. Premièrement, la fracture numérique persiste. Certains groupes démographiques – les résidents urbains, les hommes, les personnes les plus instruites, et les jeunes – sont plus susceptibles d'accéder régulièrement aux médias numériques que les habitants des zones rurales, les femmes, les personnes les moins instruites, et les plus âgés. Alors même que l'accès s'est accru de façon significative dans tous les domaines, les disparités persistent, et dans certains cas se sont accrues, avec des conséquences potentiellement négatives sur la participation et la représentation démocratiques.

Ensuite, on retrouve en Afrique les mêmes espoirs et les mêmes menaces auxquels les médias numériques exposent les systèmes politiques du monde entier. Sur le plan positif, les Africains considèrent que l'Internet et les plateformes de médias sociaux telles que WhatsApp, Facebook et Twitter mettent une mine d'informations à leur disposition. Dans les sociétés où, il y a à peine plus d'une génération, une petite poignée d'entités publiques tentait de monopoliser ce que les populations entendaient et apprenaient, il s'agit d'un changement profond. Des mouvements sociaux récents tels que #EndSARS au Nigéria (Ebiede, 2020) et #RhodesMustFall en Afrique du Sud (Bosch, 2017) témoignent de ce potentiel.

Mais d'autres incidents révèlent des dangers évidents. Après l'assassinat du célèbre chanteur éthiopien Hachalu Hundessa en 2020, les médias sociaux ont été submergés par des spéculations accusant divers acteurs, dont certains au sein du gouvernement, d'être responsables de sa mort (Madebo, 2020). Des centaines de personnes sont mortes lors des émeutes qui ont suivi (SBS News, 2020). Par ailleurs, les fausses informations et les discours haineux se sont rapidement répandus sur WhatsApp et d'autres plateformes, notamment à l'occasion des élections. Et l'influence de ces messages ne se limite pas aux usagers des médias numériques, dans la mesure où ils sont souvent repris par les médias traditionnels ou transmis par le « bouche à oreille » (c'est-à-dire par le biais d'échanges face à face). La plupart des Africains semblent reconnaître que ces avancées médiatiques devront être surveillées de près afin de limiter les dommages potentiels et de maximiser les gains potentiels.

Références

- Alfandika, L. & Akpojivi, U. (2020). Contestation of ideas : Media activism and media democracy in Zimbabwe. *African Journalism Studies*, 41(2), 33-48.
- Bosch, T. (2017). Twitter activism and youth in South Africa : The case of #RhodesMustFall. *Information, Communication & Society*, 20(2), 221-232.
- CIPESA (Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa). (2019). Despots and disruptions : Five dimensions of Internet shutdowns in Africa.
- Conroy-Krutz, J. (2020). The squeeze on African media freedom. *Journal of Democracy*, 31(2), 96-109.
- Ebiede, T. M. (2020). The massive protests in Nigeria, explained. Washington Post Monkey Cage. 26 octobre.
- Global Voices. (2019). Twitter was a minefield of false information during the 2019 Nigerian elections. 8 novembre.
- Guardian. (2019). Millions of Ugandans quit Internet services as social media tax takes effect. 27 février.
- Madebo, A. (2020). Social media, the diaspora, and the politics of ethnicity in Ethiopia. Democracy in Africa. 29 septembre.
- RSF (Reporters Sans Frontières). (2020). 2020 RSF Index : Future of African journalism under threat from all sides.
- SBS News. (2020). More than 230 dead in Ethiopia after week of unrest sparked by singer's death. 8 juillet.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Jeffrey Conroy-Krutz est professeur adjoint en sciences politiques à Michigan State University et rédacteur en chef de la série de documents de travail d'Afrobarometer. Email : conroyk6@msu.edu.

Joseph Koné est associé de recherche et responsable financier au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), le partenaire national d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire. Email : spiderone0@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 509 d'Afrobarometer | 18 février 2020